#### Nous sommes là pour vous aider





N° 15891\*01

## Requête en vue d'une protection juridique d'un majeur (habilitation familiale ou protection judiciaire)

(Articles 425, 494-1 et suivants du code civil, articles 1217 et suivants du code de procédure civile)

Vous souhaitez obtenir une protection juridique pour vous-même, votre conjoint, votre partenaire de PACS, votre concubin, un parent, un allié ou une personne avec laquelle vous entretenez des liens étroits et stables.

Nous vous invitons à lire attentivement la notice avant de remplir ce formulaire.

Vous devez joindre à votre demande, sous peine d'irrecevabilité, un certificat médical circonstancié en application de l'article 431 du code civil et des articles 1218, 1219 et 1260-3 du code de procédure civile rédigé par un médecin inscrit sur la liste établie par le procureur de la République.

Vous voudrez bien cocher les cases correspondant à votre situation, renseigner les rubriques qui s'y rapportent, joindre les pièces justificatives nécessaires, dater et signer ce formulaire.

Votre requête :	
Votre requête concerne une demand	de pour (possibilité de cocher les deux cases) :
☐ Une habilitation familiale	☐ La protection judiciaire d'un majeur
Votre qualité, vous êtes :	
☐ le majeur à protéger (possible unic	quement concernant la protection judiciaire)
son conjoint	
son concubin	son partenaire de PACS
Si la communauté de vie a cessé, pre	écisez la date :
un ascendant, descendant, frère	ou sœur
un autre parent ou allié	
Précisez (exemples : neveu, belle-fille	e, beau-frère) :
$\square$ une personne entretenant des lien	s étroits et stables avec la personne à protéger
Précisez (exemples : ami, voisin, etc.)	: <u> </u>
□ la personne qui exerce déià une n	nesure de protection iuridique à l'égard du maieur concerné

Précisez (exemples : personne habilitée en justice, curateur, etc.) :
Votre identité et vos coordonnées :
☐ Madame ☐ Monsieur  Votre nom (de famille) :
Vos prénoms :
Votre date et lieu de naissance : lll à
Votre profession :  Votre adresse :
Complément d'adresse :
Code postal Ii_i_I Commune :Pays :
Votre adresse électronique :
Votre numéro de téléphone : IIIIIII
Identité et coordonnées de la personne à protéger :
☐ Madame ☐ Monsieur
Son nom de famille:
Son nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) :
Ses date et lieu de naissance : lı_l_ı_l_ı_l à
Sa nationalité/ ses nationalités :
Sa profession:
Son adresse :
Code postal Ii_i_I Commune : Pays :
Son adresse électronique :
Son numéro de téléphone : IIIIIIII
et (si la personne réside dans un autre lieu)
L'adresse de sa résidence (ex : lieu d'hospitalisation, établissement d'accueil) :
Code postal Ii_i_I Commune:
Pays:
Date d'accueil: l

Existence d'un mandat de protection future :		
Un mandat de protection future a-t'il été rédigé par la personne à protéger ?	□oui	□non
Si oui, veuillez indiquer le numéro du mandat : IIIIIIII		
Ce mandat a-t'il été mis en œuvre ? □oui □non S'il n'a pas été mis en œuvre, indiquer la raison :		
Votre demande :		
Vous demandez au juge des tutelles de prononcer une :		
<ul> <li>□ habilitation familiale en vue de réaliser un ou plusieurs actes précis</li> <li>□ habilitation familiale générale</li> <li>□ sauvegarde de justice (temporaire)</li> <li>□ curatelle simple (assistance uniquement)</li> <li>□ curatelle renforcée (perception des revenus et paiement des factures)</li> <li>□ tutelle allégée (certains actes peuvent être faits par le majeur)</li> <li>□ tutelle : représentation de la personne à protéger</li> <li>□ le patrimoine et les biens du majeur à protéger</li> <li>□ la personne du majeur à protéger (décisions médicales, relations avec les tiers, voir les biens et la personne du majeur.</li> </ul>	oyages)	
<b>Précisez les motifs de la demande de protection</b> (indiquez ce qui justifie selon vous l'd'une mesure de protection ou le prononcé d'une habilitation familiale. Indiquez les mandats existants) :		

Précisez les actes urgents à réaliser (vente d'un bien immobilier, signature d'un contrat de séjour en établissement) :		
Existe-t-il une situation de	danger pour le majeur à protéger ?	
La personne à protéger a □oui □non	-t-elle désigné une ou plusieurs personnes pour la représenter ?	
Si oui, veuillez indiquer so	n/leur identité :	
□ Vous-même		
□Madame	□Monsieur	
Son lien avec le majeur à	protéger :	
Son nom de famille :		
Son nom d'usage (exemp	ole : nom d'époux / d'épouse) :	
Ses prénoms :		
Sa date et son lieu de na	ssance:lı_lı lıl à	
Sa nationalité/ses nationa	ılités :	
Sa profession :		
	_I Commune :	
	<u>@</u>	
Son numéro de féléphone	e:  <u>                                   </u>	
	protéger, qui assument la charge matérielle et affective de leur enfant ne ou plusieurs personnes pour le représenter ?	
□oui □non		
Si oui, veuillez indiquer so	n/leur identité :	
□ Vous-même		
□Madame	□Monsieur	
Son lien avec le majeur à	protéger :	
Son nom de famille :		
Son nom d'usage (exemp	ole : nom d'époux / d'épouse) :	
Ses prénoms :		

Sa date et son lieu de naissance : lı_lı_lı_l à
Sa nationalité/ses nationalités :
Sa profession :
Son adresse:
Complément d'adresse :
Code postal Iii_ Commune :
Pays:
Son adresse électronique :@
Son numéro de téléphone : IIIIIII
Quelle est la personne que vous estimez la plus compétente pour représenter la personne à protéger :
□ Vous-même
☐ La personne désignée par le majeur à protéger ci-dessus visée
□ La personne désignée par les parents du majeur à protéger ci-dessus visée
□Madame □Monsieur
Son lien avec le majeur à protéger :
Son nom de famille :
Son nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) :
Ses prénoms :
Sa date et son lieu de naissance : lı_l_ı_l_ı_l_ à
Sa nationalité/ses nationalités :
Sa profession:
Son adresse:
Compément d'adresse :
Code postal Iii_I Commune:
Pays:
Son adresse électronique :@
Son numéro de téléphone : IIIIIIII
Avis de la personne à protéger sur la mesure de protection :
La personne à protéger :
□est favorable à la mesure
□est opposée à la mesure
□n'a pas d'avis sur la mesure
□n'est pas en état de donner un avis, même non éclairé, sur la mesure □n'est pas informée de votre demande

### Concernant l'entourage de la personne à protéger, selon le cas : □à votre connaissance, le majeur à protéger n'a pas de famille ou d'ami; Dà votre connaissance, le majeur à protéger a une famille, un entourage, composé de : NOM et Lien (mère, fils, Adresse Relations Prénom frère, cousin, amis, habituelles avec la etc.) personne à protéger (oui/non) Concernant le médecin traitant de la personne à protéger A votre connaissance, la personne à protéger a-t-elle un médecin traitant ? Oui Onn Si oui, préciser : Son nom et son prénom : Son adresse:\_\_\_\_ Complément d'adresse : Code postal I\_\_\_\_\_I Commune: Pays : \_\_\_\_\_ L'audition du majeur à protéger par le juge : Vous estimez que le majeur à protéger : □peut se déplacer seul et être entendu au tribunal Deut se déplacer et être entendu au tribunal, mais uniquement avec l'aide d'un tiers. En ce cas, précisez l'identité et les coordonnées de la personne qui peut l'accompagner au tribunal, sous réserve de l'accord du juge : \_\_ A votre connaissance, le majeur à protéger a-t-il un avocat habituel? Oui non Si oui, précisez ses coordonnées :

Le majeur à protéger souhaite-t-il être accompagné par cet avocat ?

Situation personnelle de la personne à protéger :

oui non

# Situation patrimoniale de la personne à protéger : Quels sont les revenus de la personne à protéger (salaires, allocations, pensions...) ? Quelle est la composition du patrimoine de la personne à protéger (comptes bancaires, placements, assurance-vie, biens immobiliers...)? Une personne détient-elle des procurations sur les comptes de la personne à protéger ? □oui □non Si oui, préciser: Son nom et son prénom : \_\_\_\_\_\_ Son adresse: Complément d'adresse : \_\_\_\_\_ Code postal I\_\_\_\_\_I Commune: Pays:\_\_\_\_\_ Quelles sont les charges de la personne à protéger (loyers, impôts, charges de copropriété, ...) ?

## Votre consentement concernant la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du tribunal :

J'accepte que les avis utiles à la présente procédure me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :
Je suis informé que mon consentement <b>peut être révoqué à tout moment</b> (par déclaration orale au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service).
J'ai bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé de réception, ma révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe.
J'ai bien noté que je dois signaler au service saisi de mon affaire tout changement d'adresse de messagerie.
J'ai bien noté que je dois signaler au même service toute circonstance ne me permettant pas de consulter ma messagerie électronique de manière durable. Dans ce cas, <b>je sais qu'il m'est recommandé de révoquer mon consentement.</b>
Article 748-8 du code de procédure civile: par dérogation aux dispositions du présent titre, lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.  Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. Ce consentement peut être révoqué à tout moment.*
* En cas de demande de révocation, vous pouvez télécharger et imprimer le formulaire de « Consentement à la transmission par voie électronique des avis du greffe » dans l'onglet droit et démarche formulaire pour les particuliers, action en justice (http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/) ou retirer ce formulaire au greffe de la juridiction que vous avez saisie. Ce formulaire, téléchargé et rempli par vos soins, pourra être déposé au greffe ou adressé au greffe par lettre recommandée avec accusé de réception.
ATTESTATION SUR L'HONNEUR
Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.
Fait à: Le II_I_II
Signature

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données

auprès des organismes destinataires de ce formulaire.